

L'ECLAIR'EURE

EDITO :

Solid'Actu

CTL

CDAS

CHSCT

Solid'Immo

Solid'Actions

Après 1789, 1968, 2015 ??

Chacun est capable de mesurer l'étendue des dégâts actuels et à venir que subit la DGFIP... Alors que faire ?

Solidaires Finances Publiques ne peut pas se résoudre au fatalisme. C'est pourquoi depuis septembre, nous avons initié un processus d'actions locales qui doit se poursuivre.

Ainsi, le 18 novembre avec les autres principaux syndicats de la DGFIP (CGT et FO) nous appelons les agents à se mettre massivement en grève pour manifester notre opposition aux mesures proposées et exiger l'arrêt des suppressions d'emplois, des restructurations incessantes, une amélioration des conditions de travail et une vraie reconnaissance ! Comme nous venons de le démontrer au niveau local, rien n'est inéluctable !

Cette journée devra marquer le début d'une mobilisation longue et forte qui nous permettra d'obtenir satisfaction. Aussi nous appelons, dès à présent, à un mouvement reconductible partout où il est possible afin que le gouvernement et nos dirigeants locaux et nationaux se rendent enfin compte que Maintenant ça suffit !

Retrouvez-nous sur twitter
et Facebook !!

@SolidairesFip27
Solidaires Finances Publiques 27



Solidaires Finances Publiques 27
DDFIP EURE Local Syndical
Cité Administrative
Boulevard Georges Chauvin.
27022 Evreux Cedex
Tel 02 32 24 88 85



Trois comités techniques locaux se sont tenus depuis le mois de juin 2015.

Un, le 11 juin dernier, deux autres les 2 et 13 octobre.

Le CTL du mois de juin portait sur le DUERP (Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnel) et sur le PAP (Plan Annuel de Prévention). Le PAP comporte 122 mesures de prévention.

Le débat a principalement porté sur les risques psychosociaux (28 % des lignes du DUERP) et les mesures prises... ou pas, par la Direction. Un bilan de la formation professionnelle a été fait, où nous avons dénoncé la montée en puissance de l'e-formation qui est très souvent inadaptée aux attentes des agents. Le CTL s'est conclu par une présentation de l'ASR (Anéantissement... , pardon Aménagement des Structures et du Réseau).

Les deux CTL d'octobre avaient comme sujets principaux le TBVS (Tableau de Bord de Veille Sociale) , à nouveau la réforme du réseau(fermeture des cinq trésoreries), la fusion des SIE d'Evreux, et la problématique de la caisse commune d'Evreux Sud. Solidaires Finances Publiques a boycotté ces 2 réunions. Dans une lettre ouverte au Directeur, nous avons dénoncé le manque de -vrai- dialogue social, et le fait que le CTL soit pour la direction une pure formalité ou de toute façon tout est bouclé par avance et aucun n'amendement n'est possible.

Nous avons préféré être dans l'action !

Démarche STRATEGIQUE



Un CHSCT s'est déroulé le 12 octobre. A l'ordre du jour figurait notamment des points sur les travaux de Verneuil sur Avre, et sur le déménagement de la trésorerie du Neubourg.

En ce qui concerne la rénovation de la trésorerie de Conches, des crédits spécifiques ont été demandés pour 2016. En attendant, rien ne sera programmé. Concernant la trésorerie de Gisors, les problèmes d'infiltration ne sont toujours pas résolus.



Concernant, les sanitaires de Pont-Audemer, les travaux ont commencé mi-octobre pour une réception prévue mi-novembre. Au niveau des actions, des choix ont dû être faits pour rester dans le budget qui nous était imposé.

Les ouvrages suivants vont donc être réalisés : la refonte de l'accueil de Bernay, le problème du palier de la trésorerie de Bourg-Achard, le remplacement de la caisse du SIP de Vernon, les systèmes d'alarme pour les accueils et l'achat de détecteur de fumée pour des lieux de stockage.

D'autres travaux seront réalisés en priorité en début d'année prochaine.



Retrouvez toutes nos publications et comptes-rendus sur notre site national :

[Solidaires Finances Publiques](#)

Onglet les actualités / carte de France / page locale.



Notre dernier Conseil Départemental de l’Action Sociale (CDAS) s’est déroulé le 1er octobre. A l’ordre du jour ont notamment été évoqués, le rapport d’activité 2014 de la délégation, le nouveau règlement intérieur, l’utilisation des Crédits d’Actions Locales (CAL) et un point sur la restauration.



On note comme principal poste de dépenses l’Arbre de Noel qui aura lieu cette année au Cadran le 6 décembre et les bons cadeaux d’une valeur de 40€ par enfant.

Autres informations à retenir, une convention sera passée avec une conseillère en économie sociale et familiale, les CESU 6-12ans sont mis en place, quant à la dématérialisation des titres restaurant, elle n’interviendra pas avant 2016 au mieux.

A noter 3 places de crèches sont réservées au personnel des administrations financières au conseil général aussi si vous en avez besoin n’hésitez pas à faire votre demande auprès de la délégation. Pour plus d’information vous pouvez retrouver notre compte-rendu sur notre site national/ carte de France /27.

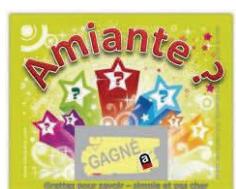
Solid'Immo



Toujours deux sujets majeurs à l’ordre du jour : La trésorerie du Neubourg et le CFP de Verneuil-sur-Avre.

Sur la **trésorerie du Neubourg**, le dossier avance ! Le nouveau bail Ça y est !! Il a été signé le 16 octobre dernier. Les devis ont été faits afin que les travaux commencent et pour une installation des agents vers la mi-décembre. Les plans ont été présentés lors d’un groupe de travail le 15 octobre. Globalement, ils sont satisfaisants. Le seul point négatif étant la faible superficie des bureaux par rapport au nombre d’agents présents. Nous avons demandé que du mobilier adapté soit déployé afin d’optimiser au mieux les surfaces de travail. De même nous avons demandé la communication du DTA du bâtiment. Nos collègues vont pouvoir être enfin dans un lieu à la fois sécurisé et salubre.

Un point a été fait sur les **travaux du CFP de Verneuil-sur-Avre**. Les lots ont été passés et les réponses des entreprises ont été dépouillées par la direction. Le plus gros problème est lié à l’amiante. Les entreprises ayant « mal compris » les demandes de la direction, un nouvel appel d’offres plus précis va être fait afin de confiner ,voire d’enlever de manière définitive l’amiante du site .



Retrouvez toutes nos publications et comptes-rendus sur notre site national :

[Solidaires Finances Publiques](#)

Onglet les actualités / carte de France / page locale.



Solid'Actions

Une semaine d'action à Pacy sur Eure !!

Du 10 au 15 septembre, les militants de Solidaires Finances publiques sont venus dire leur opposition à la fermeture de la trésorerie de Pacy-sur-Eure. Des tracts ont été distribués au public et une pétition a été proposée à la signature. Grand succès et très bon accueil de l'ensemble de nos concitoyens !



De nombreux élus sont venus nous rejoindre afin de montrer leurs attachements au service public et à leur trésorerie.



Interpellation des élus ...

Dès fin juillet, Solidaires Finances Publiques s'est adressé aux élus locaux, par voie de mail à toutes les communes du Département et par courrier papier aux Maires concernés par les fermetures de trésoreries, aux conseillers départementaux de leur ressort et au Président du Conseil Départemental.



Nous avons également écrit aux députés et sénateurs du Département et présidents des associations des maires de l'Eure. Nous les alertions alors sur les dangers qui pèsent sur nos missions, notre réseau et le service public de proximité, et nous leur demandions d'intervenir auprès des Ministres. Beaucoup d'entre eux l'on fait, des délibérations ont été prises et transmises au Ministre des Finances et au Préfet. Nombre d'élus ont signé notre pétition et l'on mise à disposition dans leur Mairie.



A la rencontre des élus ...

Nous sommes également allés à leur rencontre et notamment, lors de leur manifestation le 19 septembre. Des échanges et contacts nous ont permis de porter à nouveau l'attention sur la situation de la DDFIP.





Une journée à Thiberville ...



Le 5 octobre, les militants et élus ont bravé la pluie pour sauver leur trésorerie !

En passant par le marché, devant la trésorerie et chez les commerçants, notre pétition a reçu ici aussi un accueil très favorable !!

Cette journée a eu pour point d'orgue le rassemblement des élus devant la trésorerie à 14h ils sont venus exprimer leur soutien aux agents et défendre le service public !

La communauté de communes a adopté **à l'unanimité des 21 communes** une motion demandant le maintien de la trésorerie qui a été remise au DDFIP et aux ministres.

A Montfort sur Risle ...

Une fois de plus, nous sommes allés à la rencontre des citoyens et usagers, chez les commerçants et devant la trésorerie.

Nous avons été **massivement soutenus par le public et les élus**.



Cette journée s'est achevée en beauté avec un rassemblement des Maires (une quinzaine !).



A Rugles...

Le vendredi 16 octobre, bravant la pluie et le froid, les militants de Solidaires Finances Publiques se sont rendus à Rugles, chez les commerçants et sont allés à la rencontre des usagers pour faire signer notre pétition contre la fermeture de la trésorerie.

La pétition a reçu un accueil très favorable de la population très attachée à l'accueil physique de proximité et au service public.





Solid'Actions

Dans la presse ...

Le Pays d'Auge

l'éveil

Normand

THIBERVILLE

FERMETURE DE LA TRÉSORERIE. Pour les élus, c'est « non » !

Pas question que la trésorerie de Thiberville ferme dans le contexte actuel. D'autant que le futur canton n'en posséderait plus !

La direction des finances publiques vient de donner son accord pour la fermeture au 1^{er} janvier 2016 de cinq trésoreries dans le département de l'Eure. Ainsi Pacy-sur-Eure, Montfort-sur-Risle, Thiberville, Nonancourt et Rugles sont appelés à disparaître, laissant les usagers de ces communes dans l'obligation de parcourir plusieurs kilomètres supplémentaires pour avoir accès aux services des finances publiques.

Motif évoqué : la réduction de la dépense publique, alors que la fraude fiscale est estimée entre 60 et 80 millions d'euros !

Des chiffres impressionnantes

En seize ans, la direction des finances publiques (DDFIP) a perdu 32 000 emplois, et ce n'est pas fini ! La nouvelle offre de finances, fait état de 2 000 nouvelles suppression. Les charges de travail restent pourtant les « mêmes ».

« Chaque année, 6 millions

de citoyens poussent la porte d'une trésorerie », précise Isabelle Laurent, secrétaire départementale du syndicat Solidaires Finances Publiques, venue présenter main dans la main à ses collègues de Thiberville. Elle poursuit : « Il n'est pas acceptable de réduire l'accès public et ses services alors que les citoyens ont besoin de ces derniers dans le contexte économique et social dégradé qu'ils subissent ». C'est pourquoi nous exigeons avec l'ensemble des signaturent de la pétition qui circule, le maintien des services publics de proximité qui répond à un besoin légitime de nos concitoyens. »

Pour les élus, tous seuls en cette circonstance, le soutient est total. Guy Parrot, maire de Thiberville, souligne que la future intercommunalité qui sera le jour comptera « 18 000 habitants », et qu'il est « impératif et nécessaire de posséder une trésorerie par intercommunalité ». Au fil des années, les services dépendants disparissent de nos territoires et les trésoreries ne sont pas épargnées. En 12 ans pas moins de 1 200 trésoreries ont fermé leurs portes.

De notre correspondant Patrick Rojas



Les élus du territoire de Thiberville en ordre de bataille contre l'annonce de fermeture de la trésorerie.

NORMANDIE

Article Paris Normandie du 21 octobre 2015

Ils défendent la Trésorerie

Rugles. Les élus et les habitants ont été peu nombreux à répondre à l'appel du syndicat Solidaires Finances Publiques qui manifestait vendredi après-midi.

Devant la mairie de fermeture qui pèsait sur cinq trésoreries dans l'Eure au 1^{er} janvier 2016, le syndicat Solidaires Finances publiques a appelé à la mobilisation. Après Pacy-sur-Eure, Nonancourt, Thiberville et Montfort-sur-Risle, c'était à Rugles qu'une manifestation était prévue, vendredi à 14 h.

« 160 personnes ont signé notre pétition »

Est-ce en raison de l'horaire ?



La pétition a recueilli plus de 160 signatures à Rugles vendredi matin et on peut également la signer sur le site [www.change.org](http://acte.fr/224).

« Aujourd'hui nous sommes au cœur de la mobilisation. »

Solidaires Finances publiques a mis l'accent sur les conséquences de ces fermetures pour les agents : « Ce service de proximité est remis en cause aux motifs de réduction de la dépense publique, alors que la fraude fiscale est estimée entre 60 et 80 M€ par an, ce qui se traduit, dans notre administration, par une volonté assumée de détruire que l'usage du guichet et par la suppression d'offices », dénonce Isabelle Laurent. Il n'est pas accepté de réduire l'accès public et ses services alors que les citoyens ont besoin de ces derniers dans le contexte économique et social dégradé qu'ils subissent. »

Des propos qui ont trouvé écho auprès d'un Ruglois venu signer la pétition : « On nous batouille avec la COP21 [Conférence des Nations unies sur les changements climatiques à Paris, Ndlr] et, en fermant les services de proximité en zones rurales, on va obliger les gens à faire des kilomètres. Chez chez l'heureur... »

INFOS PRATIQUES
Pétition à retrouver sur <http://acte.fr/224> en faisant un QR-code.

SOCIETE. Une intercom = une perception

La Direction générale des Finances publiques vient de donner son accord pour la fermeture (déjà annoncée) de cinq trésoreries de proximité dans le département, dont celle de Thiberville.

Loin de s'avouer vaincus « parce qu'actuellement rien n'est définitivement scellé », syndicat des personnels et élus ont décidé de s'adresser directement à Michel Sapin, Emmanuel Macron, ministres, et Bruno Parent, le directeur général des finances publiques. Et pour les appuyer une pétition qui circule dans les secteurs concernés depuis quelques jours et qui aurait déjà recueilli plus de 1 000 signatures. Lundi dernier, représentants du syndicat Solidaires Finances Publiques et plusieurs élus de Thiberville et alentour, s'étaient retrouvés devant la perception de Thiberville



Plusieurs maires, au nom de leurs collègues, sont venus assurer les personnes de leur soutien.

pour dénoncer « la réduction de l'action publique et ses services alors que les citoyens en ont besoin dans le contexte économique et social dégradé qu'ils subissent ».

Le maintien à l'unanimité

Et alors qu'ils étaient réunis la semaine dernière en assemblée générale, les délégués de la communauté de communes de Thiberville avaient déjà voté à l'unanimité la motion ci-dessous qui sera jointe aux pétitions.

« Considérant que communautés de communes de Thiberville sera probablement en intercommunalité avec les communautés de communes Vièvre-Léauvin et Cormeilles au 1^{er} janvier 2017, le conseil communautaire demande le maintien de l'actuelle perception sur Thiberville qui représenterait alors l'unique siège du Trésor Public existant sur cette nouvelle intercommunalité. »

Une proposition qui fait appel à la raison et se veut contrepoinçon au tout numérique voulu des Finances publiques, d'autant plus dans une région de l'Eure où les zones blanches sont légions.

PARIS
NORMANDIE.fr

Un front contre les fermetures Le syndicat de la DDFIP et les élus des 14 communes de l'ancien canton de Montfort-sur-Risle ont manifesté contre la fermeture annoncée de cinq trésoreries

Le syndicat de la Direction départementale des finances publiques de l'Eure et les élus pourront leur mobilisation contre la fermeture annoncée de cinq trésoreries.



Defendre le service public de proximité, un combat commun des syndicats et des élus.

Le syndicat de la DDFIP (Direction départementale des finances publiques de l'Eure) et les élus des 14 communes de l'ancien canton de Montfort-sur-Risle se sont retrouvés, mardi, devant la trésorerie de Montfort-sur-Risle pour dénoncer le repli du service de proximité avec la fermeture annoncée de cinq trésoreries début 2016.

« Le récent Directeur général des finances publiques est mis à mal depuis plusieurs années. Alors que la DDFIP de l'Eure a déjà subi la fermeture ou la fusion de 11 trésoreries depuis 2007, le directeur départemental a reçu l'accord de Bercy pour former cinq structures supplémentaires », explique Isabelle Laurent, secrétaire départementale du syndicat Solidaires Finances Publiques. Au 1^{er} janvier devraient fermer les trésoreries de Pacy-sur-Eure, Rugles, Montfort-sur-Risle, Nonancourt et Thiberville.

« Remise en cause de l'égalité »

« Pour nous, c'est une augmentation de la charge de travail, qui résulte pour les usagers des files d'attente qui s'allongent, des difficultés à nous joindre par téléphone, la remise en cause de l'égalité de traitement pour ceux qui n'ont pas accès à Internet et qui ne peuvent se déplacer (...) », expliquent les agents de l'état.

Le syndicat parle, on en parle ...



Solid'Actions

PARIS NORMANDIE

En attendant un miracle...

Pacy-sur-Eure. La trésorerie doit fermer d'ici le 1er janvier 2016. Une disparition que refusent d'accepter syndicat, élus et habitants.

Quatorze élus et maires du canton se sont récemment rassemblés sur les marchés de la trésorerie de Pacy-sur-Eure, à l'appel de la section euroise du syndicat national Solidaires Finances publiques. Ils protestent contre la fermeture programmée de ce service de proximité d'ici le 1er janvier 2016.

Cette disparition laissera les usagers des communes rurales dans l'obligation de parcourir des dizaines de kilomètres supplémentaires pour avoir accès à nos services», dénoncent les agents via leur syndicat.

Une pétition

Une pétition circule actuellement. Elle a recueilli plus de 500 signatures d'usagers en une semaine. Toujours ouverte, elle va être transmise début novembre aux ministres Michel Sapin et Emmanuel Macron, ainsi



Les maires ont affiché leur inquiétude et leur mécontentement

qu'au directeur général des Finances publiques. Mais l'espoir de sauver la trésorerie est bien mince. Pascal Lehoucq, maire de Pacy-sur-Eure, serait intervenu personnellement auprès de la Direction départementale des Finances publiques (DDFIP), sans effet à ce jour.

Dans toute la France, en douze ans, 1 200 trésoreries ont disparu, surtout dans les petites et moyennes communes. Outre Pacy-sur-Eure, quatre autres trésoreries euroises doivent fermer leurs portes d'ici le 1er janvier 2016 : Monfort-sur-Risle, Nonancourt, Rugles et Thiberville.

PARIS
NORMANDIE

Touchez pas à ma perception !

Thiberville. Le centre des Finances publiques de la ville est menacé de fermeture. Syndicat, élus et population ne s'avouent pas vaincus.

La direction générale des Finances publiques vient de donner son accord pour la fermeture (déjà annoncée) de cinq trésoreries de proximité dans le département, dont celle de Thiberville.



Tous dénoncent « la réduction de l'action publique et de ses services »

THIBERVILLE

La trésorerie restera ouverte



les élus lors de la manifestation du 5 octobre

ville. Loin de s'avouer vaincus « parce qu'actuellement, rien n'est définitivement scellé », syndicat des personnels et élus ont décidé d'adresser directement à Michel Sapin, Emmanuel Macron (ministres) et Bruno

Parent, directeur général des Finances publiques. Une pétition aurait déjà recueilli plus de 1 000 signatures. Dernièrement, représentants du syndicat Solidaires Finances publiques et plusieurs élus de Thiberville et alentour se sont retrouvés devant la perception de Thiberville pour dénoncer « la réduction de l'action publique et de ses services alors que les citoyens en ont besoin dans le contexte économique et social dégradé qu'ils subissent ».

Une motion

Reunis en assemblée générale, les délégués de la Communauté de communes de Thiberville ont voté à l'unanimité une motion pour le maintien de la perception et contre le tout numérique des Finances publiques, à plus forte raison dans une région de l'Eure où les zones blanches sont légion.

La trésorerie de Thiberville restera ouverte. La décision est tombée lundi 19 octobre, mais c'est cette fois-ci que l'information a été divulguée et amidonnante pour les élus et syndicats. Le maire de Thiberville s'était particulièrement mobilisé, ses adjoints estimant « impératif de nécessaire de posséder une trésorerie par intercommunalité ».

Le 5 octobre dernier, une manifestation se tenait devant le bâtiment pour protester contre la décision administrative. Dans le même temps, les usagers du secteur ont signé une pétition « Non à la fermeture des trésoreries de proximité dans l'Eure » qui a recueilli plus de 1 000 signatures. La mobilisation a donc payé.

Cinq trésoreries de proximité étaient appelées à disparaître au 1^{er} janvier 2016, dans le respect de l'Etat. Seul Thiberville, Pacy-sur-Eure et Rugles ont sauvé leur tête.

l'éveil
Normand

Et au bout la Victoire !!

Thiberville

Le Trésor public

C'est

à ». Voilà ce qu'en doit retenir après la semaine dernière : la trésorerie ne

27/10/2015 à 16:17 par gilleslefebvre

Le Pays d'Auge

Facebook Twitter Google +

Le 5 octobre, salariés et élus manifestaient leur opposition à la fermeture de la perception.

Après plusieurs semaines de mobilisation collective des agents, du syndicat Solidaires Finances Publiques et des élus locaux qui ont notamment manifesté devant la trésorerie le lundi 5 octobre 2015, la circulation d'une pétition qui a recueilli quelques deux mille signatures au niveau du département, le vote à l'unanimité d'une motion tant des délégués de la communauté de communes que du conseil municipal de Thiberville, une lettre adressée par Guy Paris, maire de Thiberville, et Micheline Paris, conseillère départementale, à Michel Sapin, ministre des Finances et des comptes publics, un certain nombre d'arguments favorables au maintien de la perception ont donc été entendus.

Indispensable aux collectivités

Guy Paris insistait ainsi sur le fait que la nouvelle intercommunalité Cormeilles, Saint-Georges-du-Vièvre et Thiberville deviendrait la seule du département de l'Eure sans perception sur son territoire ; avant d'ajouter :

« La présence d'un comptable du trésor et l'accès à une perception de proximité sont des priorités pour les habitants et les élus locaux surtout en milieu rural. »

Ne pas s'arrêter là

La direction départementale des finances publiques de l'Eure a officiellement annoncé que la Trésorerie de Thiberville ne fermerait pas le 1^{er} janvier 2016 comme cela avait pu être annoncé initialement. « Une belle victoire pour le service public et le maintien de nos missions » souligne de son côté le syndicat qui remarque toutefois « qu'il est nécessaire de poursuivre le combat afin que ce réseau soit pérennisé ».

#00000 Thiberville

La trésorerie fait de la résistance

Comme celles de Rugles et de Thiberville, la trésorerie pacéenne ne fermera pas au 1^{er} janvier 2016. Comment on pouvait le constater dans cette édition de la Dépêche du 25 septembre ? En se souvenant pour les employés et les contribuables attachés à ce service de proximité, notamment les personnes âgées, qui dépendent toutes à l'aise avec les services en ligne (impôts gourf !).

Une forte mobilisation

doublée d'une action collective

notamment de la part du syndicat Solidaires Finances Publiques, a permis de faire reculer les pouvoirs publics. Les élus locaux et nationaux ont été sollicités pour défendre la cause des habitants pris dans un milieu rural. Quant aux usagers des secteurs concernés, ils se sont joints à la mobilisation en signant massivement la pétition : « plus de 2 000 signatures recueillies ». Elle a été adressée au ministre Michel Sapin », informe Isabelle Laurent, secrétaire départementale de Solidaires Finances Publiques.

Une belle victoire

Le ministère des finances a donc revu sa copie dans le sens

souhaité, la bonne nouvelle est

tombée la semaine dernière via un courrier du Directeur Départemental des Finances Publiques (DDFIP).

C'est une belle victoire grâce aux actions sur le terrain

du syndicat présent sur

le territoire.

Le mercredi, chez les commerçants, devant la trésorerie pour renseigner les usagers.

Rien de tel qu'un petit pétitionnement pour faire bouger les choses.

Mal pour Solidaires Finances

Publiques, la théorie n'est pas au relâchement car dans le dépar-

tement, entre 15 et 20 emplois

étaient encore « sacrifiés sur

l'autel de la rigueur budgétaire ».

Il est nécessaire de pour-

voir la mobilisation afin que

ce réseau de services de proximité

des usagers, efficace et de

qualité soit pérennisé ».

Le Courrier
de l'Eure

Par un mail en date du 21 octobre, le DDFIP a informé les agents, chefs de service et représentants du personnel de l'arbitrage Ministériel.

3 Trésoreries sont sauvées !

Rugles, Pacy sur Eure et Thiberville ne fermeront pas au 1^{er} janvier 2016 ...

C'est une victoire pour notre conception du service public, nos missions et pour tous nos concitoyens .

Que tous ceux qui ont pris part à ces actions en soient ici remerciés : Agents, militants, élus ...



le 18 novembre: Viva la revolución !

C'est indéniable la mobilisation paye !

Nous l'avons constaté avec la mobilisation de ces dernières semaines rien n'est inéluctable et l'action peut renverser la vapeur !

Aujourd'hui, comme nous l'avons constaté à l'occasion de nos visites de services, vous êtes à bout et la conscience professionnelle ne résistera plus bien longtemps...

L'Anéantissement des Structures et du Réseau (ASR) se poursuit laissant la plupart d'entre-nous désemparés face aux « simplifications », restructurations, charges de travail, manque d'effectifs...

Certains d'entre-nous sont sur la corde raide et celle-ci pourrait bientôt craquer..;

Face à cela toujours la même réponse de l'administration, on supprime et externalise des missions, on nous fait croire que l'on se préoccupe de nos conditions de travail, en réalité il n'en est rien... et on continue de nous ignorer en supprimant à nouveau des emplois et en réduisant toujours plus les budgets.

Il est temps d'arrêter le massacre , parce que dans certain service aujourd'hui c'est tu réagis ou tu crèves , prenons nous par la main et soyons solidaires.

Le CTR du 18 novembre sera l'occasion de l'annonce des 2130 suppressions d'emplois à la DGFIP pour 2016 et combien encore les années suivantes (plan triennal de 7500 suppressions à Bercy). D'autres annonces concerneront les restrictions budgétaires.

C'est pourquoi les organisations syndicales de la DGFIP et de la DDFIP Solidaires Finances Publiques, la CGT et FO ont décidé de faire de cette journée, une journée de grève sans précédent que nous essayerons de faire durer dans le temps pour faire aboutir nos légitimes revendications.

Arrêt des suppressions d'emplois

Recrutement à hauteur des besoins

Moyens financiers nécessaires pour un travail de qualité , serein et dans de bonnes conditions, Enfin ,nous ne demandons pas l'aumône mais simplement que notre technicité soit reconnue à travers notre traitement .

Est-ce un aberration ? Non !

**Alors le 18 novembre ,
Soyons tous en grève et dans les actions proposées par l'intersyndicale !
Pour ne plus avoir cette épée de Damoclès sur la tête,
Soyons solidaires et faisons en sorte de poursuivre le mouvement
jusqu'à obtenir pleine satisfaction !**

